

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ACCORDÉE À LA TÉLÉVISION JAPONAISE NHK, NOTAMMENT SUR LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LE PROCHAIN SOMMET DES PAYS INDUSTRIALISÉS, PARIS, MERCREDI 30 AVRIL 1986.

30 AVRIL 1986 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez laissé planer le doute sur votre venue à Tokyo, pour le sommet. Pourquoi avez-vous décidé finalement d'être présent ?

- LE PRESIDENT.- J'ai eu de nombreuses conversations fort utiles avec M. Nakasone. D'autre part, je souhaitais davantage que les sommets puissent correspondre à l'idée que j'en ai. Dès lors que j'en avais l'assurance, j'ai été très heureux de pouvoir me joindre aux différents chefs d'Etat et de gouvernement qui, rituellement, se retrouvent chaque année dans un sommet économique. Ayant reçu ces assurances, il est normal que je me rende dans votre belle capitale. Je serai très heureux de m'y trouver, de retrouver le peuple japonais qui m'avait réservé un si bel accueil, il y a quelques années et que je tiens à saluer aujourd'hui en lui disant mon amitié dès les premiers mots de cette interview.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez dit, à l'un de nos collègues japonais, votre intention de proposer la formation d'une sorte d'organisation internationale contre le terrorisme. Pourriez-vous nous l'expliquer plus en détail ? N'est-ce pas incompatible, par exemple, avec l'attitude de la France lors du raid américain en Libye ?

- LE PRESIDENT.- Il y a là plusieurs questions. La première, c'est au sujet de cette expression "organisation internationale de lutte contre le terrorisme". Voyez-vous, il existe en fait sept organisations différentes et la France participe à chacune d'entre elles. C'est-à-dire que la France se rend à sept endroits différents pour discuter de la lutte contre le terrorisme avec ses partenaires qui ne sont pas toujours les mêmes, selon le groupe dont il s'agit. Sept organisations, ou plutôt sept comités de coordination, sept rencontres, je ne sais pas comment les appeler. Et je pense qu'il faut mettre un peu d'ordre là-dedans, qu'il faut organiser la coordination de tout cela, rendre plus claires les méthodes à suivre.

- En tout cas, il me paraît très important qu'à Tokyo, on puisse décider d'améliorer nos formes d'action contre le terrorisme grandissant et que chacun des pays intéressés, naturellement en préservant son indépendance dans ses choix de politique extérieure, puisse mettre en oeuvre ce qui aurait été décidé. Non seulement entre les Sept, mais avec d'autres, ceux qui, n'étant pas à Tokyo, n'en sont pas moins, comme nous, victimes du terrorisme.\

QUESTION.- Vous avez dit que cette organisation devrait être "une organisation anti-terroriste internationale avec les polices, les services secrets, de renseignement, d'action, avec éventuellement un prolongement militaire, nous y sommes prêts". Est-ce que votre proposition aurait pour but d'atténuer l'attitude très rigide des Américains ?

- LE PRESIDENT.- Je voudrais quand même préciser au passage qu'on a beaucoup dit - je ne sais pas pourquoi - que la France était réservée, disons à l'égard d'une action de ce type, d'une action internationale de ce type. Ce n'est pas exact. Nous avons participé aux discussions, adopté des résolutions, notamment au Sommet des sept pays industrialisés de Londres, il y a déjà deux ans.

- J'ai écrit au début de cette année même, au Président Reagan, pour insister, à mon tour, sur la nécessité de prévoir une meilleure organisation de tous ces comités dispersés où l'on se rencontre sans grands résultats. C'est dire que la France estime de son devoir et a toujours estimé de son devoir de lutter contre le terrorisme quel que soit son gouvernement. Tous les gouvernements de la République que j'ai constitués ont eu le même engagement contre le terrorisme, ont refusé tout compromis avec le terrorisme.

- Je n'éprouverai donc aucune difficulté, au contraire, à joindre mon action à celle des autres participants de Tokyo pour mettre de l'ordre, de la logique et peut-être un peu plus de sérieux dans la façon de se comporter contre le terrorisme.

- Vous me dites : est-ce que c'est pour répondre à la rigidité ou à la rigueur américaine lors de son action contre la Libye ?

- Non, à propos de l'action menée par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique contre la Libye, il faut distinguer. On peut très bien comprendre cette sorte d'exaspération que peut provoquer une action terroriste et la volonté d'y mettre fin. On doit en étudier le moyen. Et lorsqu'il s'agit d'une action internationale, alors il faut que chacun des pays qui participent à cette action, ou qui pourraient y participer, même s'ils estiment ne pas devoir y participer, puissent exprimer leur opinion. Tel n'a pas été le cas. Et l'indépendance normale de notre politique extérieure nous a conduits à estimer ne pas devoir participer par quelque connivence que ce soit, notamment le survol de notre territoire, à l'action en question.

- Nous ne cherchons pas à atténuer en quoi que ce soit ce qui a pu étonner ou choquer même les Américains. Nous avons agi en conscience, conformément à ce que nous croyons être non seulement notre intérêt, mais celui de notre civilisation. Et nous n'en sommes pas moins les amis des Américains. Nous n'en sommes pas moins victimes, comme eux, du terrorisme. Et nous désirons comme eux y mettre fin. D'où la conversation de Tokyo et les propositions que je fais.\

QUESTION.- Au cours des quatre réunions préparatoires, il a semblé que la France était réticente pour fixer la date d'un nouveau rassemblement du GATT. Les participants du Sommet ont donc décidé d'exclure toute date de cette conférence lors de la déclaration commune. Seriez-vous contre le fait que cette conférence soit tenue au mois de septembre de cette année ?

- LE PRESIDENT.- Il faut être très clair sur ce sujet. Je me suis exprimé l'année dernière à Bonn, en Allemagne, lors du précédent Sommet des pays industrialisés.

- Je suis - et la France avec moi - favorable à tout ce qui permettra de mettre un terme au protectionnisme, protectionnisme grandissant, multiforme, général, pratiqué partout entre les partenaires qui vont se rencontrer à Tokyo et qui pourtant, chaque fois, expriment des vœux pour que cela cesse. Mais lorsque la question m'a été posée, d'une réunion du GATT pour 1986, j'ai dit que je n'étais pas en mesure de donner mon accord tant que je ne connaîtrai pas l'ordre du jour. Je m'étais informé auprès du GATT pour savoir quelles questions étaient préparées, étaient même prêtes pour y être discutées. On m'avait répondu les questions agricoles. Qu'est-ce que vous voulez ? Je ne désirais pas que la seule question qui pendant un an, dix huit mois, allait occuper la scène internationale, soit l'agriculture.

- Il est nécessaire qu'on parle agriculture au sein du GATT. Mais il y a des questions aussi urgentes, sinon plus : le problème des services, le problème des normes. Le protectionnisme est le plus souvent une façon de tirer avantage, dans le commerce international, de façon dissimulée : on ne l'avoue pas. Et puis il y a des situations presque indépendantes de la volonté de ceux qui gouvernent, des habitudes, des usages, des traditions, des moeurs qu'il est très difficile de transformer. Alors il faut que tout cela soit mis sur la table.

- Connaissant bien l'ordre du jour, sachant que si l'on veut abattre le protectionnisme, on a pris pour cela les moyens qui convenaient, on ne s'est pas contenté d'aborder le problème qui gêne le plus le voisin. On a accepté aussi de mettre sur la même table ce qui nous gêne nous-mêmes.

- A partir de là une discussion franche peut et doit avoir lieu. Et vous verrez la France au premier rang des pays qui réclameront une date prochaine pour le GATT. Malheureusement nous n'en sommes pas encore là. J'espère que la réunion de Tokyo nous permettra d'avancer.\

QUESTION.- Aux précédents sommets, vous vous êtes souvent montré - en tant que Président de la République française - créateur d'idées motrices et originales. L'attitude de la France est donc observée très attentivement par les dirigeants des sommets ou plutôt par le monde entier. Quelles vont être vos propositions au sommet de Tokyo ?

- LE PRESIDENT.- Je vous remercie de ces appréciations sympathiques et flatteuses. Je ne me fais pas une spécialité de l'originalité. Je suis simplement le représentant d'un pays qui, dans de grandes circonstances, a eu un rôle initiateur et je suis très fier de représenter mon pays.

- Je crois qu'il faudrait, à Tokyo, discuter avec le plus grand sérieux de la relation à établir entre les grands pays industrialisés et ce qu'on appellera le tiers monde, en tout cas les grands pays du tiers monde en mesure d'engager une vaste discussion. Comme le sommet de Tokyo ne peut pas se transformer en conférence internationale d'un type nouveau, j'avais souhaité, je souhaiterais qu'un dialogue puisse s'instaurer avec, par exemple le Président des pays non alignés en exercice. J'avais présenté cette proposition lorsque Mme Gandhi présidait l'Organisation des non-alignés, et je souhaite

présente cette proposition lorsque Mme Gandhi présidait l'Organisation des non alignés, et je souhaite que cette idée soit reprise. Donc vous voyez, ce n'est pas une idée nouvelle. Mais elle reste actuelle puisqu'elle n'a pas encore été appliquée.

- Je pense vraiment que c'est un des problèmes les plus importants de l'heure sur le plan économique et sur le plan politique comme sur le plan humain, que de voir les grands pays industrialisés concevoir enfin un plan qui permettrait de résoudre quelques problèmes cruels dont vous connaissez l'ampleur : l'endettement, la pauvreté, le sous-développement, la famine, la misère. C'est notre rôle et c'est notre devoir que d'intervenir sur ce plan.

- Je crois que cela contribuera utilement au maintien de la paix car je considère que ce fossé creusé entre les pays du Nord et les pays du Sud est un facteur de conflits parmi les plus réels et qu'il serait inquiétant que rien ne fût fait au cours des années prochaines. On pourrait craindre alors, avant la fin de ce siècle, de nouveaux déchirements\